

49717

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr
GENERALE

E/CN.14/514
E/CN.14/SW/35
26 mai 1971

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT DU GROUPE D'EXPERTS SUR L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION
DANS LE DOMAINE DU SERVICE SOCIAL (MATERIEL PEDAGOGIQUE)

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
I. Organisation, objet, participation et méthode de travail	1 - 16
II. Le matériel pédagogique pour la formation au service social en Afrique - - - - -	17 - 28
III. Conclusions et recommandations - - - - -	29 - 40
IV. Examen des recommandations présentées à des réunions régionales antérieures sur la formation au service social en Afrique - - - - -	41 - 46
V. Association pour l'enseignement du service social en Afrique - - - - -	47 - 56
ANNEXES	
I. Liste des participants et des observateurs	
II. Programme des travaux	
III. Liste des documents	

(Organisé par la CEA en coopération avec la Friedrich-Ebert Stiftung
et l' Association pour l'enseignement du service social en Afrique)

Chapitre premier. ORGANISATION, OBJET, PARTICIPATION ET METHODE DE TRAVAIL

1. Ce troisième Groupe de travail d'experts sur la formation et l'administration dans le domaine du service social a été organisé pour répondre au souhait exprimé par les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique dans sa résolution 116(VI). La résolution, notamment, appelle l'attention des gouvernements de la région sur la nécessité de coordonner leurs efforts avec ceux de la Commission et d'autres institutions nationales en vue de renforcer les écoles de service social existantes.

2. Conformément à cette résolution, la CEA a entrepris plusieurs projets dans le domaine de la formation au service social. En 1963, le secrétariat a organisé à Lusaka (Zambie) un cycle d'études sur la formation au service social. En 1964, un groupe d'experts internationaux a effectué une mission d'études sur des écoles de service social d'Afrique, en vue d'estimer leurs besoins et de formuler des recommandations concernant l'assistance internationale qui pourrait être nécessaire pour les renforcer. En 1965, un deuxième cycle d'études régional pour instructeurs en service social a eu lieu à Alexandrie (RAU).

Organisation

3. La réunion a été organisée par la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec la Fondation Friedrich-Ebert et l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique.

Lieu et date

4. La réunion s'est tenue à la Maison de l'Afrique à Addis-Abéba (Ethiopie) du 15 au 23 mars 1971.

Objet

5. La réunion avait trois objectifs principaux :

- a) Examiner l'importance du matériel pédagogique utilisable pour la formation au service social en Afrique et étudier les moyens d'encourager sa production, sa diffusion et son utilisation;
- b) Permettre à l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique de tenir sa première assemblée générale;
- c) Examiner quelques-unes des recommandations formulées par les précédents groupes d'experts.

Participants

6. Les participants étaient invités en tant qu'experts techniques assurant la formation au service social à tous les niveaux. Dix-neuf enseignants d'écoles de service social des pays suivants y ont assisté : Côte d'Ivoire, Ethiopie, Ghana, Kenya, Libye, Mali, Ouganda, RAU, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Togo, Tunisie et Zambie.

Des représentants de la FAO, du BIT, de l'UNESCO, du FISE, de l'OMS, de l'Association internationale des écoles de service social et du Conseil international de l'action sociale étaient également présents (voir la liste des participants à l'annexe I).

Programme des travaux

7. On trouvera le programme des travaux à l'annexe II.

Méthode de travail

8. Pour préparer la réunion, l'Association internationale des écoles de service social et la CEA, en coopération avec le FISE et l'Université Haïlé Sélassié Ier, ont organisé en 1969 un Groupe de travail d'experts qui a examiné le problème du matériel pédagogique pour la formation au service social.

9. Dans le prolongement direct de cette réunion de 1969, la CEA avec la coopération de la Friedrich-Ebert Stiftung et de l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique a procédé à une enquête sur la situation du matériel pédagogique pour la formation au service social en Afrique.

10. Pour aider les participants à apporter une contribution active à la réunion, le secrétariat les avait invités à établir des exposés sur la situation du matériel pédagogique dans leurs pays respectifs. Ces documents ont été distribués à tous les participants.

11. Au cours de la réunion, deux documents principaux ont été présentés et discutés en séance plénière :

- "Elaboration et utilisation de matériel pédagogique pour la formation au service social, eu égard en particulier à la région africaine";
- "Etude pilote concernant le matériel d'enseignement dans les écoles de formation sociale en Afrique".

12. Les experts ont examiné les deux questions suivantes au sein de deux sous-groupes :

- Le matériel pédagogique, dont les auxiliaires audio-visuels;
- La coopération internationale pour l'élaboration de matériel pédagogique local et le rôle de l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique.

Les participants ont ensuite repris tous ensemble ces questions en séance plénière.

13. En marge des séances plénières et des groupes de travail, une exposition de matériel pédagogique pour la formation au service social a été organisée par l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique, à laquelle ont participé 14 pays africains. L'exposition a permis de montrer les différents types de matériel pédagogique utilisés en Afrique dans les diverses écoles de service social et divers centres de formation au développement communautaire.

14. Deux journées et demie ont été consacrées aux réunions de l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique.

15. En ce qui concerne la suite donnée aux recommandations présentées par des groupes d'experts antérieurs, les participants ont été saisis d'un jeu de ces recommandations et d'un rapport sur ce que la CEA avait pu faire pour exécuter d'entre elles. Ils ont eux-mêmes fait rapport sur ce qu'ils avaient été en mesure de réaliser dans leurs pays respectifs en ce qui concerne quelques-unes des plus importantes. Ils ont ensuite présenté des propositions sur les moyens les plus efficaces de donner suite à l'avenir à ces recommandations.

Election du bureau

16. Les membres du bureau ont été élus à la séance d'ouverture :

Président : M. Seyoum G. Sélassié, Doyen de l'Ecole de service social, Addis-Abéba (Ethiopie)

Premier Vice-Président : M. Ahmed Kamal Ahmed; Doyen de l'Institut supérieur de service social, le Caire (RAU)

Second Vice-Président : M. Diango Cissé, Professeur et Directeur, Ecole normale supérieure, Bamako (Mali)

Rapporteur : Mme Pearl W. Jones-Quartey, Professeur, Division de l'administration sociale, Université du Ghana, Accra

Assistant du Rapporteur : Mme Léontine Ayayi, Assistante sociale, Centre national de formation sociale, Lomé (Togo).

Pour les deux groupes de travail, les deux vice-présidents ont dirigé les débats, les deux consultants ont servi de personnel d'appoint et MM. V. Nyirendra et B. Lyamba ont été élus rapporteurs.

Chapitre II LE MATERIEL PEDAGOGIQUE POUR LA FORMATION AU SERVICE SOCIAL EN AFRIQUE

17. Pour aider les experts dans leurs délibérations sur le matériel pédagogique pour la formation au service social en Afrique, deux documents de base ont été présentés durant la réunion :

- a) Un document du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies intitulé "Elaboration et utilisation de matériel pédagogique pour la formation au service social, eu égard en particulier à la région africaine";
- b) Un document de la Friedrich-Ebert Stiftung intitulé "Etude pilote concernant le matériel d'enseignement dans les écoles de formation sociale en Afrique".

18. Le premier document, qui a été lu par M. J.F.X. Paiva, de la Division du développement social du Secrétariat des Nations Unies, a soulevé plusieurs questions et a mis en évidence un certain nombre de points. Il a fait apparaître le manque de matériel pédagogique correspondant au contexte africain dans le domaine du service social et l'a expliqué par les raisons suivantes : a) manque de ressources, b) manque de temps du côté des enseignants, c) manque d'éditeurs disposés à entreprendre cette opération apparemment peu rentable et d) manque de connaissances techniques concernant les moyens de communiquer les nouveaux concepts et les nouvelles méthodes de service social qui font leur apparition dans les pays en voie de développement.

19. Le document ne s'arrêtait pas à la forme et au contenu du matériel pédagogique, mais indiquait que l'expérience des étudiants et des enseignants pourrait être utilisée comme source de matériel ainsi que des livres, des rapports et des travaux de recherche sur l'Afrique et ses peuples. En résumé, le document contenait les recommandations suivantes :

- L'élaboration de matériel pédagogique pour la formation au service social doit être considérée comme un élément essentiel de toute politique relative au personnel des services sociaux;
- Les établissements de formation doivent non seulement contribuer aux politiques nationales, régionales ou locales et les évaluer, mais aussi donner à leurs enseignants le temps et les ressources dont ils ont besoin pour mettre ces politiques en pratique dans leurs propres programmes et en collaboration avec d'autres;
- Les associations professionnelles de personnel des services sociaux ou celles qui s'intéressent au développement social ou communautaire doivent aussi contribuer à l'élaboration et à l'exécution de ces politiques;
- La question du matériel pédagogique doit tenir une place essentielle dans tout programme de coopération internationale en matière de protection sociale;
- Des politiques relatives à la production du matériel pédagogique nécessaire doivent constituer un élément habituel de l'administration des programmes de protection sociale;
- Ces politiques doivent être analysées régulièrement au cours des réunions nationales, régionales ou sous-régionales pour que les mesures en vigueur puissent être améliorées et les obstacles qui s'opposent à leur application supprimés;
- Lorsque les politiques de la main-d'oeuvre prévoient l'élaboration de matériel pédagogique, il peut être utile d'estimer approximativement le coût et l'efficacité probables des programmes de protection sociale pour s'assurer les crédits nécessaires à cet effet. Ces dépenses pourront peut-être être réduites grâce à une coopération avec les moyens d'information généraux;

- Le personnel enseignant devrait disposer du temps nécessaire pour élaborer du matériel pédagogique, et être dispensé d'autres obligations;
- Des crédits devraient être réservés à cette fin, en particulier dans les établissements qui se consacrent à la formation à plein temps ou à temps partiel;
- La forme et la teneur de ce matériel pédagogique doivent correspondre aux pratiques en vigueur ou en cours d'élaboration pour la mise au point de solutions aux problèmes sociaux, grâce au service social associé éventuellement à d'autres disciplines;
- Si en général la documentation et l'expérience des enseignants, des étudiants et des organismes responsables des programmes sont une source utile pour l'élaboration de matériel pédagogique, il convient de ne pas négliger les formes nouvelles de travail social qui apparaissent en dehors des structures existantes, pour le renouvellement des données d'expérience;
- Le matériel de formation à l'usage des agents d'encadrement et des enseignants doit être considéré comme un élément essentiel du problème général;
- La formation de personnel à l'élaboration et à l'utilisation de matériel pédagogique doit être considérée comme un aspect primordial de la préparation au service social, en particulier au stade actuel du développement;
- Le centre régional ou sous-régional de formation pourrait constituer une ressource de première importance pour la mise au point de matériel pédagogique.

20. Au cours du débat, les experts se sont montrés préoccupés du fait que la plupart du matériel disponible avait été élaboré dans un contexte étranger à la situation africaine. En conséquence, il ne correspondait pas à la réalité du milieu social dans lequel se situaient les problèmes et auquel les travailleurs sociaux avaient affaire. Pour en tirer le meilleur parti possible, les enseignants devraient de ce fait traduire, adapter et interpréter ce matériel à l'usage des étudiants en se référant à des exemples locaux.

21. Les participants ont estimé que les travailleurs sociaux n'avaient guère étudié la possibilité d'utiliser les moyens de communication autochtones ou ceux auxquels avaient recours d'autres agents de transformation. Peut-être serait-il ainsi possible de présenter aux étudiants un matériel autre que les manuels. On a soulevé à ce propos la question de savoir si les manuels constituaient vraiment le moyen le plus efficace de transférer les connaissances. C'était l'une des méthodes les plus répandues bien que tous les pédagogues reconnaissent qu'il y a d'autres façons d'enseigner. Les experts ont été d'avis qu'il importait de présenter un matériel qui signifiait quelque chose pour l'étudiant et l'incitait à se rendre compte qu'il devrait souvent adapter à des situations particulières ce qu'il avait appris en classe.

22. En dernière analyse, il a été reconnu que l'accent mis constamment par les participants sur la nécessité d'élaborer du matériel autochtone et d'accorder une plus grande importance à ce matériel, une fois qu'il a été mis au point, prouvait bien qu'on avait utilisé trop longtemps du matériel étranger correspondant mal aux besoins.

23. Le second document intitulé "Etude pilote concernant le matériel d'enseignement dans les écoles de formation sociale en Afrique" a été lu par M. W. Karberg, de la Friedrich-Ebert Stiftung. Il a soulevé plusieurs questions fondamentales. Après un exposé de la méthode utilisée pour l'étude et un résumé des conclusions, le document portait sur les types de matériel pédagogique le plus fréquemment utilisés, les raisons qui justifiaient leur usage et la mesure dans laquelle ils permettaient d'atteindre les objectifs de l'enseignement. A partir de cet examen, quatre principes importants étaient présentés pour l'élaboration du matériel pédagogique :

- Il est indispensable, pour fixer des objectifs valables à l'enseignement, de définir clairement les tâches liées au service social;
- Un bon choix de méthodes d'enseignement diverses est toujours nécessaire pour atteindre ces objectifs;
- Le matériel pédagogique doit être étroitement associé aux concepts didactiques qui inspirent la formation;
- Le matériel pédagogique ne répondra aux besoins locaux que dans la mesure où les concepts éducatifs sont valables.

24. A partir de l'étude, les propositions générales ci-dessous ont été présentées :

- a) Propositions tendant à l'amélioration des méthodes de formation au service social : production de brochures expliquant le processus d'acquisition des connaissances, organisation de séminaires, programmes de formation en cours d'emploi destinés à aider les instructeurs à accroître leurs aptitudes pédagogiques;
- b) Propositions tendant au développement de la production du matériel d'enseignement :
 - Affecter dans chaque école un membre du corps enseignant à la production et au perfectionnement du matériel d'enseignement;
 - Encourager la mise au point de matériel pédagogique tel que dossiers de cas particuliers (intéressant notamment des groupes et des collectivités), livres de "lecture", manuels, etc.;
 - Mettre à l'essai du matériel élaboré dans un contexte différent;
 - Assurer une vaste diffusion au matériel mis au point.

25. Parmi les nombreuses questions soulevées par l'étude, les participants ont décidé de retenir en particulier celles de l'efficacité des méthodes d'enseignement utilisées, de la valeur utilitaire du matériel pédagogique disponible et de la nécessité de modifier la conception autoritaire que les étudiants se font de l'instructeur.

En ce qui concerne les méthodes d'enseignement, les participants ont estimé qu'elles devaient découler des réponses apportées aux questions suivantes : a) quel doit être l'objectif de la formation au service social ? b) quel est le rôle du service social dans le pays en cause ? c) à qui s'adresse le travail social ? d) à quels problèmes s'attaquera le travailleur social et quelles fins ultimes vise-t-il ?

En ce qui concerne la valeur utilitaire du matériel, les participants se sont préoccupés des moyens de la définir aux divers niveaux de la formation. Il n'existait pas de critères pour le choix du matériel, mais on a estimé que ce choix pourrait être facilité a) si l'on connaissait les modes d'acquisition des connaissances correspondant aux divers groupes d'âge; b) si les enseignants connaissaient bien leurs étudiants et leur capacité d'absorption; c) si l'on comprenait ce que représente le travail social.

En ce qui concerne la conception autoritaire de l'instructeur, les participants ont été d'avis que l'enseignement dispensé dans les écoles de service social devait offrir à l'étudiant une expérience étrangère à la notion traditionnelle qui représente le maître comme un personnage éminemment sage et savant. Le service social se ramenant à une association entre le travailleur social et le bénéficiaire, il exigeait une certaine souplesse. Aussi la méthode de formation au service social devait-elle tendre à recréer cet esprit d'association entre l'étudiant et l'instructeur. Les participants ont admis qu'un effort serait requis à cet effet de la part des enseignants car dans la société africaine, comme dans beaucoup de sociétés en voie de développement, un grand nombre d'institutions sociales avaient encore un caractère autoritaire, de même que les méthodes appliquées dès les petites classes dans les établissements d'enseignement. Les mesures suivantes sont été suggérées pour susciter un climat pédagogique favorable :

- a) Encourager des projets où l'instructeur joue un rôle d'étudiant plutôt que de professeur;
- b) Organiser de petits groupes de discussion dans lesquels l'étudiant peut difficilement jouer un rôle passif;
- c) Encourager le sens critique en faisant participer l'étudiant à des travaux sur le terrain qui exigent du jugement et un effort d'évaluation;
- d) Utiliser des cours qui mettent l'accent sur l'esprit de logique et l'aptitude à résoudre les problèmes;
- e) Donner aux étudiants l'occasion de se rapprocher de leurs instructeurs.

26. L'exposition organisée par l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique démontrait qu'il existait du matériel pédagogique adapté à la situation africaine. Cependant, son utilisation, son utilité et sa diffusion posaient quelques problèmes. Il fallait en premier lieu s'interroger sur l'utilité d'un matériel élaboré pour un contexte différent, hormis le fait évident qu'il pouvait servir à démontrer les méthodes appliquées ailleurs à la solution de problèmes analogues. La nécessité impérieuse d'une adaptation a été mise en question compte tenu du fait que les instructeurs étaient déjà débordés et n'avaient pas beaucoup de temps pour lire des publications et trouver ensuite le moyen de les adapter et de les utiliser. On a indiqué que les instructeurs africains préféraient parfois adapter un matériel d'origine étrangère, estimant que les bases sur lesquelles il reposait avaient déjà été éprouvées.

27. La formation et les instructeurs se situant en Afrique à des niveaux très variables, le matériel pédagogique produit avait parfois tendance à se limiter à l'un ou l'autre de ces niveaux. Un problème se posait surtout lorsque, du fait qu'il n'était pas prévu pour un niveau bien déterminé, son utilisation exigeait de la part de l'instructeur un effort d'imagination et d'invention.

28. Les participants ont estimé que si la production de matériel pédagogique était insuffisante, c'était que les instructeurs n'étaient pas encouragés à écrire et aussi qu'ils ne savaient pas mettre leurs idées sous une forme lisible.

Chapitre III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

29. Comme on l'a vu au chapitre premier, le sujet principal, "Matériel d'enseignement", a été décomposé en deux points :

- a) Le matériel pédagogique, dont les auxiliaires audio-visuels;
- b) La coopération internationale pour l'élaboration de matériel pédagogique local, et le rôle de l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique.

Les participants ont d'abord discuté ces points au sein de deux sous-groupes et ont ensuite examiné les conclusions et les recommandations de ces sous-groupes en séance plénière. On trouvera ci-dessous les conclusions et les recommandations adoptées par le Groupe d'experts en séance plénière.

CONCLUSIONS

30. Pour dégager les informations de base nécessaires aux délibérations, le Groupe a passé en revue les différents types de programmes de formation au service social existant en Afrique. Il est ressorti des exposés que dans la plupart des pays représentés, la formation se situait à trois niveaux : orientation (généralement en cours d'emploi), intermédiaire et universitaire. La durée de l'enseignement variait de quelques mois à quatre ans. Cependant, la majorité des cours duraient de un à deux ans. La plupart des écoles de service social exigeaient comme condition d'admission un minimum de 12 ans de scolarité. Dans les pays où il n'existait pas d'école de service social, des cours de formation en cours d'emploi étaient organisés pour permettre au personnel d'acquérir les connaissances et la compétence requises. On utilisait comme méthodes d'enseignement des conférences et des discussions, en faisant usage de matériel pédagogique élaboré sur place ou importé. Certaines écoles produisaient leur propre matériel pour répondre à leurs besoins particuliers. Toutefois, la plupart se servaient de matériel étranger en l'adaptant à la situation locale.

31. Compte tenu de ces données, le Groupe a examiné le matériel pédagogique élaboré par des écoles de service social de la région et a discuté de son utilité pour d'autres établissements africains. Il a noté que du matériel d'origine étrangère étant déjà soumis à une adaptation, il n'y avait pas de raison de ne pas en faire autant pour celui qui était produit dans le continent. L'adaptation serait, en fait, probablement plus facile dans ce cas. Le Groupe a estimé que l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique devrait considérer la proposition selon laquelle des établissements de formation africains pourraient être invités à établir des études sur différents sujets relatifs au service social, lesquelles seraient ensuite diffusées auprès d'autres institutions aux fins d'analyse.

32. Le Groupe a discuté assez longuement les difficultés liées au rassemblement et à la production de matériel pédagogique en Afrique. Les problèmes à prévoir étaient les suivants : a) manque de temps de la part des éducateurs, b) manque de fonds pour la publication, c) manque de personnel pour l'élaboration du matériel. Les participants ont estimé qu'il faudrait encourager des éducateurs intéressés et capables, à consacrer du temps et des efforts à l'élaboration de matériel pédagogique, en leur fournissant les stimulants nécessaires, d'ordre financier ou autres. Il conviendrait de faire appel à cet effet à l'assistance de l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique, de la CEA, du FISE et d'autres organismes des Nations Unies.

33. Après avoir visité l'exposition organisée par l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique, les participants ont constaté que du matériel pédagogique avait déjà été élaboré en Afrique. Ils ont estimé qu'il conviendrait d'inventorier, de classer et de publier ce matériel sous forme de livre.

34. A propos de la question des méthodes d'enseignement soulevée dans le rapport de M. Karberg, le Groupe a jugé que les instructeurs africains n'étant pas suffisamment au courant de la dynamique des processus d'enseignement et d'acquisition des connaissances, ils pouvaient difficilement élaborer du matériel ayant une véritable valeur pédagogique et l'utiliser efficacement. Les participants ont conclu en conséquence que pour produire du matériel pédagogique de bonne qualité et le bien utiliser il était indispensable de connaître au préalable les principes et les processus de l'enseignement et de l'acquisition des connaissances. A cet égard, on a noté avec intérêt que le Département du service social et de l'administration sociale de l'Université Makerere devait publier au cours de l'année un manuel sur les méthodes d'enseignement et on a approuvé son intention de diffuser ce manuel auprès de tous les établissements africains de formation au service social.

35. Le Groupe a reconnu que les instructeurs de tous niveaux devraient recevoir une formation pédagogique et a proposé que cette formation soit prévue dans les programmes d'études des écoles de service social, surtout de celles qui préparent le personnel de haut niveau. Examinant les moyens d'assurer la formation pédagogique des instructeurs, les participants ont discuté les avantages et les inconvénients des séminaires, des cycles d'études et de la formation en cours d'emploi. Tout en reconnaissant l'intérêt propre à chaque méthode, ils ont estimé que l'enseignement dispensé quotidiennement par un professeur expérimenté était probablement le plus efficace. Des données notées par des instructeurs, débutants aussi bien qu'expérimentés, sur leurs expériences pédagogiques pourraient être utiles pour la formation d'autres enseignants.

36. Après avoir examiné les moyens d'encourager l'élaboration, la production et l'utilisation de matériel pédagogique pour la formation au service social en Afrique, le Groupe a conclu que s'il était essentiel d'agir à l'échelon local et national, une action coordonnée sur le plan régional était également indispensable. Il a estimé que les écoles de service social de la région africaine devraient à cet égard, coopérer entre elles, d'une part, et avec les organismes internationaux intéressés à la formation au service social, d'autre part.

RECOMMANDATIONS

Amélioration des méthodes d'enseignement

37. Les mesures suivantes ont été recommandées pour encourager l'adoption de méthodes d'enseignement plus efficaces dans la région :

- a) Le manuel sur les techniques d'enseignement que va publier le Département du service social et de l'administration sociale de l'Université Makerere devrait être communiqué par l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique à tous les enseignants de la région;
- b) L'Association pour l'enseignement du service social en Afrique devrait, avec la coopération de la CEA, organiser un ou plusieurs cycles d'études expérimentaux dans une école ou un établissement donnés pour la formation d'instructeurs. La CEA procéderait ensuite à une évaluation des résultats, en consultation avec l'Association et les institutions spécialisées des Nations Unies compétentes. L'Association devrait envisager d'organiser des cycles d'études ou des séminaires sous-régionaux pour instructeurs en tenant compte de l'expérience acquise grâce aux cycles d'études expérimentaux organisés à l'échelon local.

Production et utilisation de matériel pédagogique

38. Le Groupe a noté que les recommandations présentées à maintes reprises aux réunions et groupes d'experts organisés depuis 1963 au sujet de la production de matériel pédagogique local avaient enfin abouti à une étude pilote sur le matériel d'enseignement dans les écoles de service social en Afrique, qui avait été présentée à la réunion. On a noté également que de cette étude pilote, ainsi que du matériel apporté par les délégations pour l'exposition de l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique, il ressortait qu'il existait une bonne matière première susceptible d'être utilisée pour l'élaboration et la production de matériel pédagogique local. En fait personne ne s'était attendu qu'elle soit si abondante. En conséquence, les recommandations suivantes ont été présentées :

- a) Dans chaque école et établissement d'enseignement, un membre du corps enseignant devrait être chargé de fournir des encouragements et des connaissances techniques à ses collègues pour stimuler la production de matériel d'enseignement. Il devrait également être chargé de rassembler et de classer le matériel existant. Il devrait en outre faire en sorte que ses collègues puissent avoir aisément accès au matériel produit par d'autres établissements aussi bien que par le leur;
- b) Les enseignants des écoles de service social devraient être invités régulièrement et fréquemment à des réunions sur la production et l'utilisation de matériel pédagogique;
- c) L'Association pour l'enseignement du service social en Afrique devrait organiser dès que possible au moins un séminaire spécial pour instructeurs en vue de former un membre du corps enseignant de chaque école de service social au rassemblement, à la production et à l'utilisation du matériel pédagogique;
- d) Les écoles de service social devraient, avec la coopération de l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique, offrir aux enseignants tous les encouragements possibles (d'ordre monétaire notamment), pour les inciter à produire du matériel pédagogique;
- e) D'ores et déjà, toutes les écoles de service social et les centres de formation au développement communautaire devraient rassembler des études de cas concrets sur le développement communautaire, l'organisation communautaire et le travail de groupe et les envoyer à l'Association afin qu'elle les publie pour son futur centre d'information;
- f) Le centre d'information que doit créer l'Association devrait en priorité contribuer à la réalisation de projets pratiques permettant d'élaborer et de mettre à l'épreuve de nouvelles stratégies pour attaquer les problèmes du développement social dans la région, en se référant aux projets en cours;
- g) La possibilité de normaliser le matériel pédagogique et les cours devrait être étudiée à partir du matériel existant sur certains sujets de base, et le centre d'information devrait, en coopération avec les écoles, procéder à une révision de ce matériel en vue de le publier ultérieurement sous forme de manuels ou de livres de lectures portant sur des thèmes particuliers;
- h) Les écoles devraient rassembler et conserver du matériel audio-visuel à l'usage du corps enseignant. Quelqu'un devrait être mis à la disposition des enseignants pour les aider à utiliser ce matériel et à en produire.

39. Mesures tendant à encourager la production et l'utilisation de matériel pédagogique

- a) Les écoles de service social, les instituts et les centres de formation devraient être encouragés à utiliser toutes les ressources disponibles pour la production de matériel pédagogique autochtone;
- b) Il conviendrait de dresser, aux échelons national, régional et international, un inventaire du matériel pédagogique afin d'éviter les doubles emplois et de faciliter les communications. Des organismes nationaux et régionaux (l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique, par exemple) devraient être chargés de ce programme;
- c) Les organisations nationales et internationales devraient faire, dans leurs programmes et leurs activités, une place importante à la production de matériel pédagogique. Ces programmes devraient être conformes aux objectifs nationaux.

40. Mesures propres à faciliter les échanges de matériel pédagogique et à intensifier la coopération

- a) Chaque Etat africain devrait constituer une commission nationale qui ferait office de centre de documentation pour la recherche, le rassemblement et l'analyse de matériel pédagogique au sein de son territoire dans les domaines du service social et du développement social. Le matériel considéré comme valable devrait être publié ou reproduit pour les besoins de l'enseignement et de la formation. Ces commissions devraient autant que possible faire partie de conseils nationaux de service social et de développement social ou d'associations professionnelles et devraient avoir pour membres les écoles de service social et autres établissements de formation ainsi que les associations professionnelles.
- b) Les services de conseillers régionaux de la CEA devraient être élargis dans le domaine du matériel de formation et d'enseignement (ils devraient par exemple être étendus aux pays francophones d'Afrique).
- c) Il conviendrait d'étudier plus à fond la possibilité d'échanger des spécialistes de la formation et de l'élaboration du matériel pédagogique au sein des pays et entre les pays, ainsi que d'organiser l'échange de professeurs et d'étudiants par l'intermédiaire d'organismes tels que le Secrétariat des universités africaines et l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique.
- d) L'Association pour l'enseignement du service social en Afrique devrait passer en revue tous les dossiers de cas particuliers présentés par les participants à la troisième réunion du Groupe d'experts et envoyés éventuellement par les écoles de service social, afin de publier ceux qui le mériteraient.

- e) Des réunions d'enseignants et de spécialistes du matériel de formation et d'enseignement africains devraient avoir lieu périodiquement pour permettre l'échange de données d'expérience dans le domaine de l'élaboration de matériel pédagogique. Les enseignants devraient se charger de faire publier le matériel intéressant et, le cas échéant, faire appel au concours d'organisations internationales par l'intermédiaire de leurs gouvernements respectifs.
- f) On devrait envisager à plus longue échéance la mise en place en Afrique d'un mécanisme de coopération permanent pour la production et l'échange de matériel pédagogique.

Chapitre IV. EXAMEN DES RECOMMANDATIONS PRESENTEES A DES REUNIONS REGIONALES ANTERIEURES SUR LA FORMATION AU SERVICE SOCIAL EN AFRIQUE

41. Le Groupe a examiné le document établi par le secrétariat de la CEA, qui reprenait les conclusions et recommandations présentées au cours de quatre réunions sur la formation au service social et au développement communautaire. Comme il était impossible de les discuter toutes, il a été décidé d'en retenir quatre pour voir comment les différents pays s'étaient efforcés de les mettre en pratique.

Le rôle du service social dans le développement national

42. Dans l'ensemble, à l'exception de trois pays peut-être, il semblait que le personnel des services sociaux ne faisait pas partie des conseils de planification où les politiques étaient élaborées. Toutefois, l'accent étant mis désormais sur la planification du développement social aussi bien que du développement économique, les organismes publics de planification semblaient se rendre compte que les travailleurs sociaux pouvaient jouer un rôle utile. La difficulté de mettre en évidence la contribution des services sociaux au développement tenait en grande partie au fait que les travailleurs sociaux étaient apparemment incapables de s'exprimer dans les termes utilisés par les économistes, qui étaient en majorité dans les conseils de planification. Le Groupe a estimé que les travailleurs sociaux devraient se familiariser avec les questions de planification, de façon à pouvoir non seulement expliciter plus clairement leurs objectifs mais aussi parler une langue que les autres comprennent.

Des participants ont indiqué que les organisations professionnelles étaient considérées comme un moyen d'accélérer la réforme sociale dans leurs pays respectifs. Cependant, un grand nombre de pays avaient éprouvé des difficultés à créer des associations nationales. Une des plus difficiles à surmonter tenait au fait que les travailleurs sociaux se situaient à des niveaux divers et n'avaient pas tous reçu le même genre de formation. Il importait essentiellement de combler l'écart entre ceux qui n'avaient pas fait d'études spécialisées et ceux qui se considéraient comme professionnellement qualifiés. Aucune suggestion concrète n'a été présentée sur ce point, mais les participants ont fait observer qu'ils avaient d'autres moyens de se faire entendre des gouvernements dans le domaine de la réforme sociale. La création de conseils nationaux du service social en constituerait un supplémentaire, en permettant aux organismes de protection sociale de se prononcer sur les mesures de réforme sociale. Certains participants ont déclaré que l'influence personnelle était encore le mode d'action le plus utilisé. Dans l'ensemble, il semblerait qu'il y ait un mouvement, si lent qu'il soit, dans ce domaine.

Conditions d'admission

43. Trois questions fondamentales ont été discutées sous ce titre : l'âge minimum exigé, le nombre d'années de scolarité accomplies avant l'entrée à l'école de service social et l'usage de commissions de sélection.

La plupart des pays préféraient en général que les étudiants aient plus de 18 ans, reconnaissant ainsi la nécessité d'une certaine maturité chez le travailleur social. En RAU, un minimum de 18 années de scolarité était exigé dans l'ensemble du pays pour tous les niveaux de préparation à une profession et cette norme était en conséquence retenue.

Un certain désaccord s'est manifesté au sujet du nombre d'années de scolarité exigé : il est apparu toutefois que les pays renonçaient dans l'ensemble à admettre des étudiants ayant fait moins de 10 ans de classe. On avait constaté que s'il n'avait pas une préparation scolaire suffisante, l'étudiant manquait des connaissances de base qui lui auraient permis d'assimiler le contenu de l'enseignement du service social. On a évoqué le problème de la réticence à travailler dans les zones rurales manifestée par des personnes qui avaient fait de longues études. Les écoles et les centres de formation avaient été amenés de ce fait à accepter des étudiants pourvus d'un bagage scolaire plus léger.

On a signalé que les commissions de sélection étaient largement répandues, ce qui indiquait la volonté de choisir des personnes présentant des dispositions suffisantes pour le travail social.

En dépit de quelques divergences de vues au sujet des trois points principaux, il a été convenu dans l'ensemble que l'intention qui inspirait la recommandation était de relever le niveau de la formation des travailleurs sociaux et de garantir que les personnes qui envisageaient d'embrasser la profession étaient suffisamment mûres et dévouées.

Formation des instructeurs

44. En vue de relever le niveau du personnel enseignant, des universités et des gouvernements finançaient, au titre de l'aide internationale ou bilatérale, des bourses d'études complémentaires. La formation était en général acquise à l'étranger et il a été admis que cette formule posait un grave problème. En effet, l'enseignement des sciences sociales dispensé dans ces conditions n'était pas conçu en fonction du milieu africain et le travailleur social qui, au terme de ses études, rentrait dans son pays devait de ce fait s'efforcer d'y trouver des équivalences.

Des séminaires et cycles d'études spéciaux organisés à l'échelon régional permettaient également d'améliorer la compétence des instructeurs. Mais alors que ce système était bien implanté dans les pays d'Afrique de l'est,

rien de comparable ne semblait exister sur la côte occidentale. La CEA s'était efforcée à maintes reprises d'encourager la création de centres de formation supérieure régionaux, mais la réaction n'avait pas été très enthousiaste. Dans certains pays, il n'y avait encore aucune école de service social alors qu'un autre, en revanche, possédait un programme d'enseignement au niveau de la maîtrise. Dans l'ensemble, le Groupe a reconnu la nécessité d'assurer aux instructeurs une formation poussée et de créer à cet effet des institutions en Afrique.

Travaux pratiques

45. Une combinaison de stages groupés et parallèles de courte durée était utilisée. Dans certains cas, les travaux pratiques commençaient après que les étudiants avaient suivi une période d'instruction théorique. La formule des travaux surveillés était idéale mais elle n'était pas en général appliquée. On pourrait dans une certaine mesure résoudre le problème en faisant appel pour la surveillance à du personnel enseignant des universités qui serait en contact étroit avec les instructeurs sur le terrain. On pourrait également mettre les étudiants aussi bien que les enseignants en présence de problèmes qui se posaient aux travailleurs sociaux, de façon que les uns et les autres puissent étudier ensemble les aspects de la question qui les intéressaient.

RECOMMANDATIONS

46. En conclusion, on a constaté que les pays éprouvaient quelques difficultés à mettre en pratique les recommandations présentées à des réunions antérieures et destinées à aider les pays à résoudre leurs problèmes. Les mesures suivantes ont été proposées afin qu'il soit donné suite plus effectivement aux recommandations :

- a) Les conférences, réunions ou séminaires devaient non seulement permettre de fixer des objectifs mais aussi offrir des exemples de mesures qui pourraient être prises pour qu'ils soient atteints.
- b) Les problèmes soulevés devraient être convenablement définis de façon que des solutions puissent être proposées. Il conviendrait de tenir compte des difficultés liées à la mise en pratique des propositions.
- c) Les organismes des Nations Unies qui organisent des réunions, etc., devraient procéder à une enquête complémentaire auprès des services intéressés dans chaque pays participant. On pourrait ainsi porter les recommandations à l'attention des responsables des politiques qui sont en mesure de les mettre en pratique.

- d) Il n'est pas toujours possible de faire appel aux institutions des Nations Unies ou à d'autres sources de financement telles que les fondations pour la mise en pratique de ces recommandations. Les pays affectent parfois une priorité peu élevée aux activités sociales pour l'obtention d'une aide. De plus certaines institutions des Nations Unies, ainsi que des fondations, ont tendance à avoir des domaines de prédilection et refusent de satisfaire les demandes n'entrant pas dans le cadre des programmes qu'elles souhaitent réaliser. La procédure à suivre pour demander une aide des Nations Unies est souvent très complexe et un grand nombre de pays ont en conséquence besoin de conseils pour la formulation de leurs enquêtes.
- e) Les donateurs d'aide l'assortissent parfois de conditions telles que les pays hésitent à l'accepter.
- f) La CEA devrait faire office d'organe de coordination pour veiller à ce que les recommandations présentées durant les réunions organisées par elle-même aussi bien que par des institutions spécialisées soient mises en pratique.
- g) Les participants aux réunions devraient veiller à ce que les recommandations parviennent aux autorités compétentes dans leurs pays respectifs.
- h) Les pays devraient envisager sérieusement la création au sein du gouvernement d'organismes chargés de donner suite aux recommandations.

Chapitre V. ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT DU SERVICE SOCIAL EN AFRIQUE

Historique

47. L'une des recommandations du Cycle d'études pour instructeurs en service social en Afrique organisé à Alexandrie en 1965 par la Commission économique pour l'Afrique, portait sur la création d'une association pour l'enseignement du service social en Afrique. Afin de faire appliquer cette recommandation, les participants avaient institué un comité intérimaire chargé d'étudier les moyens de créer l'association. Avec la coopération de la CEA, le Comité a rédigé un projet de constitution, qui a été communiqué aux établissements de formation d'Afrique. Seize écoles de service social, centres de formation au développement communautaire et services de formation en cours d'emploi se sont déclarés disposés à en faire partie.

48. En 1969, le Groupe de travail d'instructeurs en service social convoqué à Addis-Abéba a repris la question et a élu un comité provisoire qui devait se mettre en rapport avec les établissements africains de formation au service social et préparer une assemblée générale durant la troisième réunion du Groupe d'experts sur la formation et l'administration dans le domaine du service social qui devait avoir lieu l'année suivante.

Première assemblée générale

49. Le matin du 15 mars 1971, date de l'ouverture de la troisième réunion du Groupe d'experts sur la formation et l'administration dans le domaine du service social, s'est tenue la première assemblée générale de l'Association. Des représentants de 15 établissements de formation au service social y ont assisté. Durant cette réunion, le projet de constitution a été mis en discussion, amendé et officiellement adopté, et l'Association est ainsi devenue une réalité. Il a été décidé au cours de la réunion que les écoles de service social et les institutions possédant des programmes de formation au service social en cours d'emploi qui ratifieraient la constitution dans les deux mois seraient membres fondateurs de l'Association.

Comité exécutif

50. Une deuxième Assemblée générale a eu lieu par la suite et les candidatures préparées par un comité spécial pour la constitution du comité exécutif ont été examinées. Elles ont toutes été approuvées à l'unanimité.

51. Les membres élus du Comité exécutif étaient les suivants :

Président :	M. Seyoum Gabré Sélassié, Doyen de l'Ecole de service social de l'Université Haïlé Sélassié Ier (Ethiopie).
-------------	---

- Vice-Présidents : M. Diargo Cissé, Professeur et Directeur, Ecole normale supérieure (Mali),
M. Ahmed Kamal Ahmed, Doyen de l'Institut supérieur de service social (RAU).
- Trésorier : Mlle Hirut Imuru, Professeur suppléant, Ecole de service social de l'Université Haïlé Sélassié Ier (Ethiopie).
- Membres : Mme Pearl W. Jones-Quartey, Chargée de cours en administration sociale, Université du Ghana, Lagon (Ghana),
Mme Antoinette Achy Bokossa, Directrice des études et des programmes, Institut de formation sociale (Côte d'Ivoire),
Mlle Leila Saieb, Inspectrice de la jeunesse (Tunisie),
M. E.P. Kibuka, Chargé de cours, Département du service social et de l'administration sociale, Université Makerere (Ouganda).

52. Comme le prévoit la constitution, la CEA est représentée au Comité exécutif de l'Association comme membre d'office.

Accord avec la Friedrich-Ebert-Stiftung

53. Avant la première assemblée générale, le Comité provisoire avait, en coopération avec la CEA, entamé des négociations avec la Friedrich-Ebert-Stiftung de la République fédérale d'Allemagne afin que celle-ci fournisse une aide à l'Association pour la mise en place de son secrétariat et la création d'un centre d'information destiné à encourager la production, la diffusion et l'utilisation de matériel pédagogique local pour la formation au service social en Afrique. Un accord provisoire avait été mis au point.

54. Durant la réunion du Groupe d'experts, l'accord a été examiné au cours d'une réunion du Comité exécutif et d'une réunion de l'Assemblée générale. Il a été amendé puis adopté. Le Comité exécutif a été chargé de poursuivre la question avec la Friedrich-Ebert-Stiftung.

55. L'accord proposé définit comme suit les attributions de l'Association :

a) Secrétariat de l'Association

- Publier et diffuser un magazine, bulletin, etc.;
- Organiser des programmes d'échange d'étudiants et d'enseignants entre écoles de service social;
- Fournir aux écoles de service social et aux centres de formation des informations sur les nouveaux livres publiés sur le travail social;
- Répondre à toutes demandes de renseignement sur la formation au service social en Afrique;
- Organiser des réunions, séminaires, conférences, etc. sur la formation au service social;
- Encourager les écoles de service social africaines à participer à des réunions internationales;
- Prendre des dispositions pour que les écoles de services social soient représentées dans le continent africain lorsque la nécessité s'en fait sentir.

b) Centre d'information

En complément des principales attributions du secrétariat de l'Association, le centre d'information devra encourager l'élaboration et l'utilisation de matériel pédagogique local par les moyens suivants :

- Encourager les travailleurs sociaux et les instructeurs africains à prendre note de leurs expériences sur le terrain et à les présenter sous une forme utilisable à des fins pédagogiques;
- Encourager les travailleurs sociaux et les instructeurs africains à rédiger des monographies, des manuels, etc. sur le travail social et des questions connexes, et en assurer la publication;
- Encourager l'élaboration de matériel audio-visuel pour la formation au service social;
- Offrir aux instructeurs l'occasion d'échanger des idées et des données d'expériences sur l'utilisation effective du matériel existant, en organisant des réunions périodiques.

Le secrétariat et le centre de l'Association encourageront et organiseront toutes autres activités jugées nécessaires.

Questions diverses

56. D'autres questions telles que le programme, le budget, les droits d'adhésion et le choix d'un secrétaire exécutif ont également été discutées aux réunions du Comité exécutif et de l'Assemblée générale. Les points ont fait l'objet de résolutions.

- On a estimé en général que le programme de l'Association devait refléter les objectifs de celle-ci définis par la constitution, les activités prévues dans l'accord proposé avec la Friedrich-Ebert-Stiftung et les recommandations adoptées aux diverses réunions d'instructeurs en service social d'Afrique.
- Il a été convenu que le budget devrait comprendre cinq postes principaux : traitements, dépenses administratives, installation, voyages et programmes. Les membres du Comité exécutif résidant à Addis-Abéba ont été chargés d'établir un projet de budget.
- Le droit d'adhésion a été fixé à 10 dollars des Etats-Unis pour les institutions et à 5 dollars pour les personnes privées.
- En ce qui concerne le choix du secrétaire exécutif, il a été décidé que la vacance du poste devrait être annoncée en Afrique et que le Comité exécutif devrait participer aux opérations de sélection.

Annexe I. LISTE DES PARTICIPANTS ET DES OBSERVATEURS

MEMBRES

Côte d'Ivoire

Mme Antoinette Achy Bokossa, Directrice des études et des programmes,
Institut de formation sociale, Abidjan

Ethiopie

Mr. Seyoum G. Selassie, Dean, School of Social Work and Director,
Ethiopian University Service (Head of the delegation), Addis Ababa

Miss Hirut Imiru, Assistant Professor, School of Social Work, Addis Ababa

Mrs. Nardos Tessema, Lecturer, School of Social Work, Addis Ababa

Mr. Mebrahtu Yohannes, Legal Adviser to the Ministry and Chief
of Social Defence Section in the Social Welfare Department, Addis Ababa

Ghana

Mrs. Pearl W. Jones-Quartey, Lecturer in Social Administration,
University of Ghana, Legon, Accra

Kenya

Mrs. Angela W. Gethi, Acting Head, Social Development Department,
Kenya Institute of Administration, P.O. Lower Kabete, Nairobi

Libye

Mr. Taher M. Sherlala, Assistant Director-General, Ministry of Labour
and Social Affairs, Tripoli

Mali

M. Diango Cissé, Professeur et Directeur à l'Ecole normale supérieure
B.P. 241, Bamako

Mlle Hawa Diallo, Conseiller technique, Chargée de la formation
du personnel, Bamako

Ouganda

Mr. E.P. Kibuka, Lecturer, Department of Social Work and Social
Administration, Makerere University College, P.O. Box 7062, Kampala

RAU

Dr. Mohsen Abdel-Hamid Ahmed, Director-General, Ministry of Social
Affairs, Cairo

Dr. Ahmed Kamal Ahmed, Dean, Higher Institute of Social Work,
3, Kamal Eldin Salah Street, Garden City, Cairo

Sierra Leone

Mrs. Marian J.T. Kamara, Social Development Officer, Department of Social Welfare and Community Development, Freetown

Soudan

Mr. Hassan Ahmed Yousif, Assistant Under-Secretary, Ministry of Instruction and Higher Education, Khartoum

Tanzanie

Mr. B.S. Lyamba, Senior Social Welfare Officer, Ministry of Health and Social Welfare, P.O. Box 1949, Dar es-Salaam

Togo

Mme Leontine Ayayi, Assistante sociale, Centre national de formation sociale, B.P. 1745, Lomé

Tunisie

Mlle Leila Saieb, Inspectrice de la jeunesse, 7, Place de l'Ecole israélite, Tunis

Zambie

Prof. Mary E. Duren, Head, Oppenheimer Department of Social Service, University of Zambia, P.O. Box 2379, Lusaka

Mr. Vukani, G. Nyirenda, Assistant Lecturer in Social Work, University of Zambia, P.O. Box 2379, Lusaka

OBSERVATEURS

Congo (République démocratique du)

M. Ilangwa,
Premier Conseiller d'Ambassade de la République démocratique du Congo,
Addis-Abéba

Ethiopie

Mr. R.A. Weatherley, Associate Professor,
School of Social Work, Haile Selassie I University,
Addis Ababa

Miss Maria van Poll, Lecturer,
School of Social Work, Haile Selassie I University,
Addis Ababa

Mr. Hailu Abatena, Lecturer,
School of Social Work, Haile Selassie I University,
Addis Ababa

Mrs. Alassebou G. Selassie, Lecturer,
School of Social Work, Haile Selassie I University,
Addis Ababa

Mr. Mengesha Haile, Supervisor,
Urban Community Centre, Community Development Department,
Ministry of National Community Development and Social Affairs,
Addis Ababa

Mr. Asrat Belaye, Assistant Superintendent,
Probation Office, Ministry of National Community Development
and Social Affairs, Addis Ababa

Mr. Ammanuel Ambaye, Probation Officer,
Ministry of National Community Development and Social Affairs,
Addis Ababa

Mrs. Askale Makonnen, Probation Officer,
Ministry of National Community Development and Social Affairs,
Addis Ababa

Tanzanie

Mr. Sidney McArton, Director of Training,
P.O. Box 9193, Dar es-Salaam

Mrs. Dorothy McArton
P.O. Box 9193, Dar es-Salaam

Mr. Gordon MacFarlane, Assistant Director of Training,
P.O. Box 9193, Dar es-Salaam

FAO

Miss Jeanne Bouman, Home Economics Officer,
Food and Agriculture Organization, P.O. Box 1628,
Accra, Ghana

Mr. St. George Cooper, Rural Institutions Officer,
ECA/FAO Joint Division of Agriculture,
P.O. Box 3001, Addis Ababa

BIT

Mr. Pierre Adossama, Senior Regional Officer,
International Labour Organisation,
P.O. Box 2788, Addis Ababa

Mr. G. Feral, Regional Adviser on Youth Employment,
International Labour Organisation,
P.O. Box 2788, Addis Ababa

Mr. C.A. Johnson, Regional Information Officer,
International Labour Organisation,
P.O. Box 2788, Addis Ababa

UNESCO

M. Eric Armerding,
Représentant auprès de la CEA et de l'OUA
P.O. Box 1177, Addis Ababa

M. Gunnar Berlin,
Bureau régional,
12, Avenue Roume, B.P. 3311
Dakar, Sénégal

FISE

Mr. Alan E. McBain,
P.O. Box 1169, Addis Ababa

OMS

Dr. A.H. Thomas, WHO Liaison Officer with the ECA
P.O. Box 3050, Addis Ababa

Association internationale des écoles de service social

Mr. Seyoum G. Selassie, Dean,
School of Social Work, Haile Selassie I University,
Addis Ababa

Conseil international de l'action sociale

Mr. Alemayehu Tessema, Executive Secretary,
Ethiopian Council of Social Welfare,
P.O. Box 2239, Addis Ababa

SECRETARIAT

FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG

Mr. W. Karberg, Kolner Strasse 149,
52, Bonn, Bad Godesberg 1,
West Germany

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Mr. J .F.X. Paiva, Consultant,
Social Affairs Officer, Social Development Division,
New York, N.Y. 10017

CEA

Dr. A.H. Shawky, Regional Adviser in Social Welfare
Policy and Training, P.O. Box 3001, Addis Ababa

Annexe II. PROGRAMME DES TRAVAUX

Lundi 15 mars

8 h 30 - 9 h 30

Inscription

9 h 30 - 13 heures

Point 1 : Réunion de l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique : étude de la constitution, élections, inauguration de l'Association

14 h 30 - 17 heures

Point 2 : Séance d'ouverture : déclarations d'ouverture, élection du bureau, adoption de l'ordre du jour et du programme de travail quotidien

Point 3 : Ouverture de l'exposition de matériel pédagogique et réception

Mardi 16 mars

9 heures - 13 heures

Point 4 : Suite donnée aux recommandations des réunions antérieures sur la formation au service social

15 heures - 17 h 30

Point 5 : Document d'un consultant sur le matériel pédagogique

Discussion du document

Mercredi 17 mars

Toute la journée

Point 6 : Présentation et discussion d'un rapport sur le matériel pédagogique local

Discussion du rapport

Jeudi et vendredi 19 mars

Toute la journée

Point 7 : Le Groupe se scindera en deux sous-groupes pour étudier les questions suivantes :

- i) Matériel pédagogique pour cours de base, cours de méthodologie et étude de questions spécialisées telles que la jeunesse, la puériculture, etc.; auxiliaires d'enseignement

Point 7 : (suite)

- ii) Coopération internationale pour encourager la production de matériel pédagogique local et rôle de l'Association des écoles de service social à cet égard

Point 8 : L'après-midi de vendredi sera réservée pour la présentation et l'adoption des rapports des sous-groupes

Lundi 22 mars

9 heures - 13 heures

Point 9 : Exposition de matériel pédagogique pour la formation au service social

15 heures - 17 h 30

Point 10 : Présentation et adoption du rapport final

Mardi 23 mars

Toute la journée

Point 11 : Réunion de l'Association pour l'enseignement du service social en Afrique : politiques et programmes

Annexe III. LISTE DES DOCUMENTS

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>
E/CN.14/SW/INF/33	Aide-mémoire Ordre du jour et programme des séances quotidiennes Programme provisoire de la séance d'ouverture <u>Statement by the President, Dr. Aklilu Habte, Haile Selassie I University</u> <u>Statment by Mr. Walter Karberg, Representative of the Friedrich-Ebert-Stiftung</u> <u>Statement by Mr. Seyoum Gebre-Selassie, on behalf of the Association for Social Work Education in Africa</u> Discours du Secrétaire exécutif, CEA Sujets de discussion proposés pour les deux sous- groupes
E/CN.14/SW/34	Elaboration et utilisation de matériel pédagogique pour la formation au service social, eu égard en particulier à la région africaine Etude-pilote concernant le matériel d'enseignement dans les écoles de formation sociale en Afrique (W. Karberg)
E/CN.14/454	Rapport du Groupe de travail d'instructeurs en service social (Addis-Abéba, 27 mars - 2 avril 1969)
ST/SOA/97	Rapport de la Réunion inter-régionale d'experts sur la formation du personnel de protection sociale en vue de sa participation à la planification du développement (Genève, 11-22 août 1969) Résumé des conclusions et recommandations de trois réunions d'étude et de formation à la protection sociale et du développement communautaire et d'une mission d'étude dans le même domaine Rapport sur la suite donnée par la Section du développement social aux recommandations adoptées dans le cadre de trois réunions et d'une mission consacrée par cette Section à la formation au service social

E/CN.14/514
E/CN.14/SW/35
Annexe III
Page 2

E/CN.14/SW/INF/34 Liste provisoire des documents

E/CN.14/SW/INF/35 Liste provisoire des participants

Exposé par pays

Ghana	Sierra Leone
Côte d'Ivoire	Tanzanie
Kenya	Togo
Libye	Zambie
Mali	